



ENQUÊTE

LA DÉTRESSE DE CES JEUNES
QUI REGRETTENT D'AVOIR VOULU
CHANGER DE SEXE **PAGES 10 ET 11**

SOCIÉTÉ

Ces mineurs transsexuels à l'heure des remords

Alors que les demandes de changement de sexe augmentent, enseignants et médecins témoignent des séquelles et de leur « caractère irréversible ».

STÉPHANE KOVACS [@KovacsSt](#)
ET AGNÈS LECLAIR [@AgnesLeclair](#)

GENRE Premiers regrets, premières contestations. Alors que les demandes de changement de sexe chez les mineurs sont « en très forte augmentation » en France, dans le sillage des pays anglosaxons, l'Académie de médecine alerte sur le « nombre croissant de jeunes adultes transgenres souhaitant "détransitionner" » (voir article ci-contre). Pointant un « risque de surestimation diagnostique réel », la société savante a appelé fin février à une « grande prudence médicale » chez l'enfant et l'adolescent, « compte tenu de la vulnérabilité, en particulier psy-

chologique, de cette population et des nombreux effets indésirables, voire des complications graves, que peuvent provoquer certaines des thérapies disponibles ». Ypomoni, un collectif de parents qui milite « pour une approche éthique des questions de genre » et qui « grossit de semaine en semaine », rapporte « des histoires qui se ressemblent toutes : ados harcelés, agressés sexuellement, haut potentiel intellectuel (HPI), autistes, consultations expédiées, certificats de complaisance... » Et dans certains cas, les familles n'hésitent plus à se tourner vers la justice (voir article ci-dessous).

Pour étayer son propos, l'Académie de médecine s'est appuyée

sur la décision de l'hôpital universitaire Karolinska de Stockholm d'interdire, l'an dernier, l'usage des bloqueurs d'hormones. En France, il est autorisé, comme les prescriptions d'hormones du sexe opposé, avec l'accord des parents et sans conditions d'âge. Quant aux traitements chirurgicaux - notamment la mastectomie (ablation des seins), autorisée en France dès l'âge de 14 ans, - et ceux portant sur l'appareil génital externe (vulve, pénis) après la majorité, elle souligne leur « caractère irréversible ». Et appelle à prolonger « autant que faire se peut » la phase de prise en charge psychologique. « Il n'y a pas d'âge





pour débiter une transition », estime a contrario le guide publié par l'association OUtans.

« Épidémie de suicides »

Effet de mode, inquiétant phénomène d'embrigadement ou conquête de nouvelles frontières de l'identité ? Les cas d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes qui pensent ne pas être « nés dans le bon genre » et veulent changer socialement ou médicalement de sexe se sont multipliés ces dernières années. Le rapport « relatif à la santé et aux parcours de soins des personnes trans », remis en janvier au ministère de la Santé, confirme un « nombre croissant depuis dix ans de mineurs en interrogation de genre et en demande de transition ». « Les consultations spécialisées sont saturées », indique ce document, rédigé avec l'appui de l'Igas, qui appelle « à accueillir sans a priori les questionnements d'identité de genre », mais aussi à prendre en compte « les facteurs de survulnérabilité » chez les adolescents trans comme la déscolarisation, les comportements suicidaires, les troubles psychiques et les troubles du spectre autistiques. En mai, le suicide d'un élève transgenre de 15 ans dans son lycée, au Mans, a suscité l'émotion. « Pour nous l'épidémie est là : c'est une épidémie de suicides », s'inquiète Simon Jutant, juriste de l'association Acceptess-T, spécialisée dans la défense des droits des personnes transgenres, et co-auteur du rapport. Chez les adultes, le nombre de personnes prises en charge médicalement (admisses en affection longue durée) pour transidentité a été multiplié par dix en dix ans, pour atteindre environ 9000 personnes en 2020, selon des chiffres de la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam), cités dans le rapport. « 70 % des bénéficiaires ont entre 18 et 35 ans », précise le document.

Épouvantée par l'ampleur du phénomène, Blandine, une ensei-

gnante, a créé avec un groupe de militantes féministes le podcast *Rebelles du genre*, afin de donner la parole à des « détransitionneuses ». Pour elle, le discours actuel sur le genre signe l'apparition d'une « nouvelle oppression » sur les femmes. « Le phénomène trans touche plus les jeunes filles aujourd'hui, notamment celles qui ne rentrent pas dans les stéréotypes de genre. De plus, cette volonté de changer de sexe est souvent liée à la volonté d'échapper à un passé de violences sexuelles, de harcèlement. La difficulté de s'accepter comme lesbienne, à faire face à la lesbophobie peut également jouer un rôle », pointe-t-elle. « Aujourd'hui, l'accès au parcours de transition est un peu plus ouvert qu'autrefois et moins contraignant, ce qui explique cette augmentation des demandes, considère pour sa part Simon Jutant. De même, lorsque l'on a arrêté de contrarier les gauchers, leur nombre a augmenté d'un coup. »

« L'emprise des idéologies militantes »

En France, le phénomène a explosé « durant le confinement », insiste la militante de *Rebelles du genre*, avec un effet de « contagion » sur les réseaux sociaux. « Isolées de la vie réelle, des jeunes filles se sont convaincues en ligne, en quelques semaines, qu'elles étaient des garçons. Des adolescentes m'ont raconté qu'elles étaient en permanence connectées à des forums de communautés trans qui jouent sur la victimisation. Elles avaient l'impression de rejoindre le camp du bien, des opprimés, et se voyaient acclamées quand elles se déclaraient non-binaires ». Même constat pour l'association SOS Éducation, qui demande « que l'École reste en dehors du militantisme trans-affirmatif, dans l'intérêt supérieur des enfants » : « L'emprise des idéologies militantes trans-affirmatives fait croire à de plus en plus de jeunes en questionnement que le changement de sexe est la seule

solution pour échapper à la souffrance identitaire qu'ils traversent, s'effraie-t-elle.

Aveuglés par les réseaux sociaux, pris dans les mailles d'un dispositif associatif sectaire, le risque est qu'ils s'engagent, en marge de leur famille, mais adoués à l'école, dans des transitions irréversibles. Les pays qui ont pratiqué ces expériences sur des enfants font marche arrière face aux vies brisées. Pourquoi l'Éducation nationale n'en tient-elle pas compte ? Qui assumera la responsabilité d'avoir laissé des enfants sous influence devenir des « regretteurs », des femmes à barbe stériles, volontairement mutilées ? »

Pour Blandine, « passé la période de l'adolescence, un certain nombre de ces jeunes se rendent compte qu'ils ont fait fausse route ; mais c'est une démarche très difficile de revenir en arrière ». Les études scientifiques internationales ne relèvent jusqu'à présent que de faibles pourcentages de « détransitionneurs », entre 1 et 2%. « Une minorité parmi la minorité », commente Simon Jutant, mais « qu'il faut entendre ». « La vague est à venir », prévient de son côté la militante de *Rebelles du genre*. « Aujourd'hui, les « détransitionneuses » sont encore peu nombreuses car il faut généralement plusieurs années avant de se rendre compte que l'on s'est trompé. » ■

Avant 25 ans, le cerveau n'a pas fini de se développer. Souvent, les regrets apparaissent à partir de cette période de la vie, quand les

tourments de
l'adolescence
ont fini de
nous tirailler.
Comment
est-ce
possible
de laisser
des mineurs
prendre
ce type
de décision ?
C'est une
aberration
totale

MILA



Des parents d'enfants transgenres brandissent une banderole lors de la manifestation ExisTransInter, le 14 mai, à Paris.

ESTELLE RUIZ/HANS LUCAS
VIA AFP